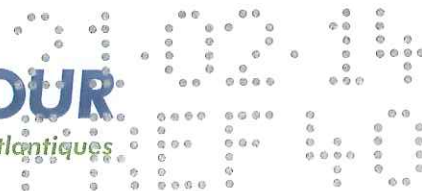




INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 29 janvier 2014 à 13h30

**Salle Bosquet à la Maison des Communes
de Mont de Marsan**

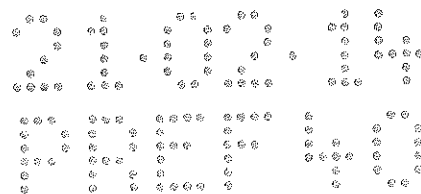
EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, BEAUQUESTE, CABE, CASTET, CAUSSE, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, PAYROS et SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : M CHANTRE

Etaient excusés : MM CASTAINGS, FAUQUE, GUILHAS, LAHOUN, LAJUX, PASTOURET et VERDIER

DOSSIER III - AFFAIRES GENERALES



Avenant Délégation de Service Public des bassins Midour et Douze

Exposé des motifs

Vu l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le contrat de Délégation de Service Public signé le 29 mars 2007 entre la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne et l'Institution Adour pour la gestion et l'exploitation des retenues du sous bassin de la Midouze : Lapeyrie, Bourgès, Maribot, Charros, Arthez d'Armagnac, Saint-Jean et Tailluret.

Depuis 2013, l'Institution Adour est propriétaire de 2 petits réservoirs supplémentaires sur la commune de Labastide d'Armagnac, le premier d'une capacité de 10 000 m³ au lieu-dit Bougnères et le second de 50 000 m³ au lieu dit Cavaré.

Afin de satisfaire des demandes existantes sur ce secteur, l'institution Adour souhaite valoriser ces volumes en les intégrant à la Délégation de Service Public du bassin Midour et Douze.

Ainsi l'avenant a pour objet d'intégrer les deux réservoirs aux réservoirs actuellement objet de la délégation faisant ainsi passer le nombre d'ouvrages à neuf.

Cette insertion entrainera une augmentation du débit souscriptible de 25 l/s, le faisant passer de 2 922 l/s à 2 947 l/s.

Cet avenant entraine une modification de la charge d'exploitation courante et des recettes prévisibles sans bouleverser l'économie du contrat et modifiant l'équilibre financier d'environ 1 %.

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

D'approuver les dispositions qui précèdent et d'autoriser monsieur le Président ou son représentant à souscrire l'avenant n°1 à la convention de délégation de la gestion des aménagements du bassin de la Midouze.

.../...

Article 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Article 3

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,


INSTITUTION ADGUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER